

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Bureau du Conseil des ministres est le ministère du Premier ministre. Il offre des conseils et des services d'analyse au chef du gouvernement et au Conseil des ministres pour aider le gouvernement à réaliser ses priorités.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
401 Programme du Bureau du conseil des ministres	31 756 200	30 917 500	838 700	31 641 823
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	31 756 200	30 917 500	838 700	31 641 823
Crédits législatifs	-	-	-	36 997
Total du ministère - Charges de fonctionnement	31 756 200	30 917 500	838 700	31 678 820
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	31 756 200	30 917 500	838 700	31 678 820

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401

Le Bureau du Conseil des ministres gère le processus décisionnel du gouvernement, travaille avec les ministères pour coordonner les politiques, les communications et la stratégie intergouvernementale, surveille les stratégies gouvernementales et soutient la mise en œuvre et l'atteinte des résultats, offre des conseils sur des points de protocole, les priorités internationales ainsi que les institutions démocratiques du gouvernement, apporte un soutien administratif au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement et assure la liaison avec le lieutenant-gouverneur.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau principal	31 427 900	30 589 200	838 700	31 387 979
2	Leader parlementaire du gouvernement	328 300	328 300	-	253 844
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		31 756 200	30 917 500	838 700	31 641 823
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	-	-	27 650
L	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	-	-	9 347
Total - Crédits législatifs		-	-	-	36 997
Total - Charges de fonctionnement		31 756 200	30 917 500	838 700	31 678 820

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

401-1	Bureau principal		
	Traitements et salaires		19 146 500
	Avantages sociaux		2 230 000
	Transports et communications		609 700
	Services		8 269 100
	Fournitures et matériel		351 600
	Paiements de transfert		
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	90 600	
	Subventions visant à promouvoir les relations fédérales-provinciales	11 000	
	Institut des relations intergouvernementales	24 000	
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000	
	Conseil de la fédération	693 400	
	Projets pilotes d'intérêt public vital	1 000	821 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		31 427 900
401-2	Leader parlementaire du gouvernement		
	Traitements et salaires		280 000
	Avantages sociaux		31 300
	Transports et communications		6 600
	Services		5 100
	Fournitures et matériel		5 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		328 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du conseil des ministres		31 756 200

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2008-2009 \$	Chiffres réels 2007-2008 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	30 917 500	14 137 261
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	17 541 559
Total - Charges de fonctionnement (données ayant subi un retraitement)	30 917 500	31 678 820

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement. Les chiffres réels de 2007-2008 ont été rectifiés en fonction de la ou des nouvelles structures ministérielles en 2008-2009.